

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 21/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BRENNTAG

**BRENNTAG – Loire Bretagne
14 route du Plessis Bouchet – BP 145- 44802 SAINT-HERBLAIN**

Références : N2-2022-1048
Code AIOT : 0006301640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement BRENNTAG implanté 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 ST HERBLAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44802 ST HERBLAIN
- Code AIOT : 0006301640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

La société BRENNTAG exploite sur son site de Saint-Herblain des installations de stockage, de manutentions (déchargement et chargement) et de reconditionnement de produits chimiques majoritairement liquides. Elle relève du statut Seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données aux précédentes inspections;
- situation au regard de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif aux stockages de liquides inflammables en récipients mobiles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC2-13/5/20-étanchéité aire dépotage acides	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.7	/	Sans objet
2	FSNC-O1-21/9/21-moyens affectés au SGS	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 515-99	/	Sans objet
5	FSNC1-19/11/20 vulnérabilité local moto pompe	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.7.1	/	Sans objet
6	FSNC2-19/11/2020 étanchéité sol cellule4 LI	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3	/	Sans objet
9	O1-2/9/20 résultats surveillance eaux	AP Complémentaire du 02/07/2009, article 2	/	Sans objet
10	O4-13/05/20 suites données aux inspections des ouvrages au titre du PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
12	2022- situation administrative 1510	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L 513-1	/	Sans objet
13	2022- stockage liquides dangereux polluants en attente	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 1.3 & 7.3.2.1.1.6 & 7.3.2.3.1.1& 7.6.3	/	Sans objet
14	2022- Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II-12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	NC1-2/9/20 étanchéité tronçon de tuyauterie AE	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 4.2.3	/	Sans objet
4	NC1-19/11/20- volume stocké sous auvent	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	NC1-10/02/2021 mise à jour étude de dangers	AP Complémentaire du 29/05/2020, article 3	/	Sans objet
8	NC2-10/02/2021 étude barrières mélanges incompatibles	AP Complémentaire du 29/05/2020, article 4.2	/	Sans objet
11	2022- Stockage de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté principalement sur les suites données à des constats faits au cours d'inspections précédentes.

L'inspection des installations classées constate que certains travaux ne sont pas réalisés (réfection des sols de zones de stockages, réparation du massif d'une cuve). Toutefois, ces travaux ont été étudiés par l'exploitant qui les a programmés fin 2022 ou en 2023.

La formation du personnel chargé du suivi vieillissement des installations, n'est toujours pas en place, la procédure de formation ad hoc étant en cours de rédaction avec un achèvement à court terme selon l'exploitant.

Une version de l'étude de dangers consolidée a été fournie (tenant compte des éléments fournis lors du réexamen de cette étude) ainsi que l'étude relative aux mélanges incompatibles (autres que base / acide). Cette dernière étude avait fait l'objet d'une mise en demeure qui peut être clôturée.

Un point de situation a été fait au regard de nouveaux textes issus des suites "incendie Lubrizol et Normandie logistique".

Il est demandé à l'exploitant de vérifier certains points du classement du site sous la rubrique 1510 et de prévoir certaines dispositions qui vont s'appliquer dès 2023 (détection automatique d'incendie).

L'exploitant doit se conformer aux règles de stockage des produits liquides dangereux, y compris lorsqu'ils sont stockés de manière temporaire en attente d'enlèvement (nouveau constat).

Enfin, il a été rappelé à l'exploitant la demande de transmission des résultats relatifs au suivi d'eau drainée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC2-13/5/20-étanchéité aire dépotage acides
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes sont étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des dispositifs de rétention correspondant au minimum au volume de la citerne.</p> <p>Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : L'aire de dépotage est constituée de 2 zones chacune pourvue d'un point bas et d'un regard. Une réparation avec de l'enrobé a été faite au niveau de ces deux points bas sur une surface d'environ 2 à 3 m². En revanche, deux grandes fissures par zone de dépotage demeurent présentes. L'étanchéité de l'aire de dépotage au niveau de ces fissures n'est pas garantie.</p> <p><u>Constat du 6/10/2022</u>: Contrairement à la réponse faite le 5/11/2021, les deux fissures restantes n'ont pas été comblées au cours du premier trimestre 2022. L'exploitant a annoncé qu'il a en projet de faire des travaux spécifiques sur ces zones acides de dépotage (application de résine) tels que ceux réalisés sur un site normand. Ces travaux nécessitent un budget plus important et une température voisine de 20 °C (de ce fait la réalisation est reportée au printemps 2023).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer ce projet en précisant le calendrier de réalisation en 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : FSNC+O1-21/9/21-moyens affectés au SGS
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 515-99
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.
<p>Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : Dans sa lettre du 25 juin 2020, l'exploitant indique que cet axe de progrès est retenu et fera l'objet d'une prise en compte nationale. Un mode opératoire du contrôle PMII est à l'étude. Le jour de la visite, l'exploitant explique que ce travail n'a pas été réalisé. La direction HSE estime que les procédures existantes sont suffisantes. Aucun progrès ne semble vouloir être apporté suite à ce constat. La réponse de l'exploitant donnée à ce constat dans la lettre 25 juin 2020 et la réponse apportée le jour de la visite se contredisent. Le tableau de suivi des formations a été présenté. Aucune formation dédiée au PM2I et aux contrôles réalisés dans ce cadre ne figure dans le plan de formation. Seule une formation sur le système de gestion de la sécurité apparaît.</p> <p><u>Constat du 6/10/2022</u> : par courrier du 5/11/2021, l'exploitant a annoncé qu'il allait mettre en place une formation initiale dédiée au PMII à destination du personnel chargé des visites de routine, formation intégrée au suivi des formations en lien avec le SGS. Or, cette formation initiale n'est pas en place. L'exploitant a indiqué qu'il était en cours de finalisation d'une procédure récapitulant tous les outils et procédures en lien avec le PMII : "Information relative à la réalisation des visites de routines dans le cadre du PMII". Cette procédure serait finalisée en 2022. En l'attente, il a montré un exemple de fiche de visite de routine de cuve avec un catalogue des dégradations des ouvrages de génie civil (datant de 2012). Ces documents bien que détaillés (photographies, ...) , doivent néanmoins être accompagnés de moyens appropriés justifiant que le personnel chargé des visites a bien été informé et formé au mode opératoire décrit dans les procédures pour une bonne application.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser comment est formé le personnel chargé notamment des visites de routine et de la mise en oeuvre des visites quinquennales, à la bonne application des procédures liées au PMII.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : NC1-2/9/20 étanchéité tronçon de tuyauterie AE
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents liquides
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p> <p>Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que la fuite a été réparée par la société SADE entre le 30/04/2021 et le 7/05/2021. L'exploitant a présenté le bon de commande et le plan de prévention établi à cette occasion. Le tronçon a été remplacé. Sur site, il a été constaté les traces du remplacement de ce tronçon (dalle béton neuve au droit de la tuyauterie). Le contrôle d'étanchéité de ce nouveau tronçon n'a pas été réalisé. Il le sera avant fin décembre 2021. Transmettre à l'inspection des installations classées l'attestation d'étanchéité suite à la réparation.</p> <p><u>Réponse du 5/11/2021</u> : Un document SADE correspondant à un PV d'essai d'étanchéité d'eaux d'assainissement du 28/09/2021 a été transmis confirmant que le réseau PP DN 110 sur l'aire CMB est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : NC1-19/11/20-volume stocké sous auvent
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention sous l'auvent des stockages en récipients mobiles
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés... Pour les stockage de récipients de capacité unitaire < ou = à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans le autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle là est < à 800 l.</p> <p>Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : Par lettre du 11 juin 2021, la société BRENNTAG a adressé au préfet un porter à connaissance de modification notable relatif à l'augmentation du volume de la rétention dans l'auvent de conditionnement et de stockage de solvants pétroliers. Le volume de la rétention passera de 33 m³ à 120 m³. L'arrêté préfectoral du 6 août 2021 a intégré cette modification. Le jour de la visite, les travaux étaient en cours de réalisation (la nouvelle rampe était faite, les nouveaux murets n'étaient pas faits). Ces travaux devraient être terminés fin octobre. La quantité maximale autorisée est donc de 53 t (66 m³) le jour de la visite. L'exploitant a reconnu que la quantité réellement présente au moment du contrôle est supérieure à la quantité maximale autorisée. <u>Une réponse a été faite</u> dans le cadre du projet d'arrêté de mise en demeure. La réhausse des murets de rétention est terminée. Le volume de rétention de 120 m³ est effectif et constaté le 21/10/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : FSNC1-19/11/20 vulnérabilité local moto pompe
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.71
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens d'intervention en cas d'incendie
<p>Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au § généralités...</p> <p>Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : suite du constat fait en 2020 : « Constat relatif à la vulnérabilité du local motopompe du bâtiment solvant qui est situé dans la zone des effets thermiques 8 kW/m² ». Dans sa lettre du 28 juin 2021, l'exploitant explique qu'il ne lui semble pas nécessaire de déplacer le groupe motopompe. Il indique que le groupe est dimensionné pour noyer l'auvent en quelques minutes et que son déclenchement peut être actionné manuellement par deux déclencheurs dont l'un est éloigné. L'inspection des installations classées ne partage pas la position de l'exploitant. En cas de défaillance ou d'erreur humaine retardant le démarrage du groupe, l'efficacité de la défense incendie dans l'auvent n'est pas garantie. Ce sujet sera réexaminé de façon approfondie lors de l'examen de l'application des nouveaux textes applicables aux liquides inflammables en 2022.</p> <p>Réponse du 5/11/2021 : Nous allons étudier la possibilité de créer un écran thermique.</p> <p><u>Constat du 6/10/2022</u>: La mise en place d'un mur "coupe-feu" a été estimée non adaptée par l'exploitant. De ce fait, il envisage de mettre en place un écran d'eau pour protéger le groupe incendie.</p> <p>A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées s'est rapprochée du SDIS pour connaître son avis. Le SDIS a indiqué que le dispositif d'extinction est efficace pour éteindre un feu naissant. Un démarrage du groupe-motopompe après le début d'un incendie, quand celui-ci s'est intensifié, ne permettrait pas de l'éteindre. (Suite en annexe confidentielle). Un nouveau constat a été fait sur le thème des moyens de détection et d'extinction dans le cadre du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : FSNC2-19/11/2020 étanchéité sol cellule4 LI
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention stockage liquides inflammables en récipients mobiles
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés... Pour les stockage de récipients de capacité unitaire < ou = à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans le autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle là est < à 800 l.</p> <p>Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : Dans sa lettre du 28/01/2021 l'exploitant indique que les réparations nécessaires seront faites concernant l'étanchéité dans la nouvelle cellule de liquides inflammables ainsi que celle de l'entrepôt de stockage. Le 21/09/2021, il a été constaté que plusieurs fissures restent apparentes.</p> <p>Dans son courrier du 5/11/2021, l'exploitant indique que les fissures observées en 2020 ont, pour la majorité été comblée avec une résine résistante aux produits et passages chariots. Les fissures apparentes restantes en septembre 2021, sont, pour la plupart, des joints de dilatation. Le type de réparation est par conséquent différent.</p> <p><u>Constat du 6/10/2022</u> : selon l'exploitant, une intervention est prévue en décembre 2022 dans la cellule liquides inflammables. L'intervention sur le sol du reste de l'entrepôt est envisagée en 2023.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer que des travaux seront réalisés d'une part en décembre 2022 dans la cellule précitée, et en 2023 d'autre part, dans le reste de l'entrepôt. Le bon de commande des travaux prévus en décembre 2022 est à joindre. Celui concernant les travaux 2023 sera à transmettre en début d'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : NC1-10/02/2021 mise à jour étude de dangers
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers
<p>Prescription contrôlée : Afin de disposer d'un document à jour et autoportant de son étude de dangers, l'exploitant procède dans un délai de 6 mois,...à une mise à jours de son étude de dangers de 2013 en intégrant les modifications apportées au site et analysées dans le cadre du réexamen de cette étude de dangers...Un exemplaire de l'EDD actualisée est transmis à l'inspection des installations classées...</p> <p>Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré que l'EDD mise à jour était prête et en cours de relecture et validation en vue d'une transmission en décembre 2021. Une version actualisée a été transmise depuis .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : NC2-10/02/2021 étude barrières mélanges incompatibles
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mélanges incompatibles autres qu'eau de javel / acides
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une étude technico économique pour rechercher quelles sont les mesures de maîtrise des risques techniques nouvelles permettant de prévenir les mélanges incompatibles, autres que hypochlorite de sodium/ acide susceptibles de dégager des gaz toxiques recensés dans le tableau des incompatibilités chimiques annexé à la notice de réexamen quinquennal référencée NOT181121F du 25/10/2019. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté. Sa transmission est accompagnée des commentaires et propositions de mise en œuvre de l'exploitant.
Constats : Un arrêté de mise en demeure a été pris le 29/10/2021. Il fixe une échéance de 8 mois pour la transmission de l'étude. Par courriel du 5/08/2022, une étude a été transmise. L'inspection des installations classées propose la levée de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : O1-2/9/20 résultats surveillance eaux
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2009, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats autosurveillance eau aval cuves enterrées solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ... Un suivi des souterraines complémentaire à celui prescrit par l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2008 par le biais du dispositif drainant les eaux souterraines situé en aval des cuves enterrées de solvants pétroliers et en amont de la future unité de chimie minérale basique (CMB),...
Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : Les derniers résultats de la surveillance des eaux souterraines ont été transmis en janvier 2021. Les résultats de la surveillance des eaux drainées de la zone solvants (volumes collectés, qualité avant traitement, qualité après traitement) n'ont pas été transmis en même temps. Transmettre à l'inspection des installations classées les résultats de la surveillance des eaux drainées. Réponse du 5/11/2021 : Les informations concernant la surveillance des eaux drainées vous seront transmises avec les résultats des eaux souterraines, courant du mois de novembre. Les résultats des contrôles réalisés sur les eaux souterraines en période de basses eaux (octobre 2021) et de hautes eaux (mars 2022) ont bien été transmis. Cependant, l'exploitant n'a pas fourni les résultats de la surveillance sur les eaux récupérées via le dispositif de drainage. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des contrôles réalisés sur les eaux drainées ci-dessus évoquées. Ces résultats sont accompagnés de commentaires sur leur évolution et, par exemple, en comparaison avec les valeurs mesurées sur les eaux souterraines via les piézomètres implantés sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : 04-13/05/20 suites données aux inspections des ouvrages au titre du PMII
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Massif de la rétention C313
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : — les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que...— les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que ...A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.....</p> <p>Constats : <u>Constat du 21/09/2021</u> : Le jour de la visite, la fiche de surveillance du massif de la cuve C313 a été présentée. Ce massif comporte plusieurs défauts classés D1. Des photographies des désordres sont annexées à la fiche. Un devis a été demandé à la société Cementys pour expertiser ce massif plus quatre autres massifs. L'offre commerciale a été présentée. La commande n'a pas été passée. Le bon de commande signé est à transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constat du 6/10/2022</u> : dans son courrier de réponse du 5/11/2021, l'exploitant avait transmis un bon de commande signé pour l'expertise de ce massif et de quatre autres. Lors de l'inspection, l'exploitant a évoqué le rapport de cette expertise datée du 18/05/2022. Cependant, la réparation de la cuve 313 qui sert au transfert de l'eau de javel vers d'autres cuves, n'a pas été faite. Cette cuve (vide en général sauf lors des transferts) doit être changée en 2022. L'exploitant a donc prévu de faire la réparation du massif parallèlement.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer la date de réparation de la cuve accompagné du rapport du 18/05/2022. (observations en partie confidentielle).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : 2022- Stockage de liquides inflammables
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.2
Thème(s) : Situation administrative, récipients mobiles fusibles de LI ou déchets HP3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites "LI", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1000 t au total, ou 100 t en contenants fusibles .</p> <p>Constats : <u>Constat du 6/10/2022:</u> par courrier du 1/12/2021, l'exploitant a pris position vis-à-vis de l'éventuelle application à son établissement de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 visant les récipients mobiles de liquides inflammables (*) (article I-1 point V). Sur la base de cet examen, il conclut que son établissement n'est pas concerné.</p> <p>L'inspection des installations classées a indiqué que la démonstration faite ne comporte pas la prise en compte des déchets de liquides inflammables relevant de la catégorie HP3. L'exploitant a indiqué qu'il ne stockait pas de déchets. Les produits non-conformes sont pris en compte sous les mentions H224 à H226.</p> <p>Un extrait du récapitulatif des stockages en récipients mobiles fusibles a été présenté. L'exploitant stocke le jour du contrôle, 24.6 t de récipients mobiles fusibles de catégorie H225 et 44.9 t de catégorie H226.</p> <p>(*) : relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation</p> <p>Observations : L'exploitant doit rester vigilant sur le non dépassement des deux critères:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1000 t pour les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 (y compris les stockages enterrés); - 100 t en contenants fusibles. <p>Il dispose en permanence d'un état des stocks permettant de le vérifier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : 2022- situation administrative 1510
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L 513-1
Thème(s) : Situation administrative, classement sous la rubrique 1510
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.</p> <p>Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Constats : Par courrier du 29/12/2021, l'exploitant a indiqué qu'il ne relevait pas de l'arrêté du 24/09/2020 visant les récipients mobiles de liquides inflammables, d'une part, et que son établissement conservait le régime de la déclaration sous la rubrique 1510. Sous cette rubrique, il indique que l'auvent de conditionnement des liquides inflammables sous lequel sont également stockés des récipients mobiles, est désormais concerné.</p> <p>Toutefois,</p> <p>1- il n'a pas été précisé la quantité de matières ou produits combustibles considérés (éventuellement réparties sous l'entrepôt et sous l'auvent), le volume de l'entrepôt (à priori 28 000 m3 selon la situation administrative connue) et celui de l'auvent (nouvellement classé) .</p> <p>2- Aucun élément n'a été présenté concernant les activités de conditionnement et de stockages "<u>couverts</u>" d'acides bases ou d'emballages vides combustibles ou susceptibles d'être combustibles, et, s'il y a lieu, susceptibles d'être à classer sous 1510 .</p> <p>Sur la base de la fiche I.2.4 du guide entrepôts, concernant les activités de production consistant en le conditionnement réalisé dans l'établissement, ces matières ou produits combustibles peuvent être considérés comme des encours de production s'ils sont directement liés au processus de production (conditionnement,...) à proximité de l'atelier de production (conditionnement,...) et correspondent à une quantité inférieure ou égale à 2 jours de production. Si la partie supérieure à 2 jours de production est séparée des encours de production par un dispositif REI120, alors la partie des encours n'est pas prise en compte au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le critère de classement "combustible" est précisé à la fiche I.3.4 du guide.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter son courrier du 29/12/2021 en précisant les quantités de matières combustibles considérées, les volumes des installations pourvues de toiture ou "IPD" avec leur localisation (entrepôt, auvent LI,...) en tenant compte des remarques ci-dessus. (réponse demandée avec un délai de deux mois).</p> <p>Il examine, si besoin, le cas où pour un groupe d'IPD (ou pour un IPD isolé), les matières ou produits combustibles peuvent être classés sous une seule rubrique, et si la quantité des autres matières ou produits combustibles restante est supérieure ou inférieure à 500 t (si <500t, la rubrique 1510 ne s'applique pas).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : 2022- stockage liquides dangereux ou polluants en attente
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 1.3 & 7.3.2.1.1.6 & 7.3.2.3.1.1& 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, dépôts récipients mobiles contenant des liquides dangereux en attente
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.3: Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Article 7.3.2.1.1.6 : Stockage en 8 îlots identifiés au sol de 1216 m2 (16*19*4) d'emballages plastiques neufs , à réparer ou à nettoyer le long de l'entrepôt principal (façade sud).</p> <p>Article 7.3.2.3.1.1 : Les installations de stockage et l'auvent de manipulation doivent être implantés à une distance d'au moins 10 m des limites de propriété.[...] Le sol des aires et des aires de stockage et de manipulation , y compris les aires de chargement et de déchargement, des produits chimiques ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement [...].</p> <p>Article 7.6.3 : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables sauf lubrifiants , 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. [...]. ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. [...].</p> <p>Constats : Le long de l'entrepôt (façade nord), l'exploitant entrepose des récipients mobiles divers (conteneurs de 1000l,...) dont des produits dangereux (formol /toxique, acide phosphorique 85 %,...).</p> <p>Selon l'exploitant, ces produits sont en attente d'enlèvement. Cependant, ils ne sont pas déposés sur une aire de stockage, ni une aire de dépotage ou de chargement.</p> <p>Ces emplacements ne sont pas pris en compte dans l'étude de dangers d'une part, et d'autre part, ils ne sont pas entreposés sur un sol répondant à l'article 7.3.2.3.1.1 de l'arrêté préfectoral concernant les aires CMA (chimie minérale acide) et CMB (CM bases), ni à l'article 7.6.3 relatif aux rétentions des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de respecter les conditions de stockages des récipients mobiles de produits liquides dangereux ou polluants fixées dans l'arrêté préfectoral du 8/04/2008.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : 2022- Détection automatique d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II-12
Thème(s) : Risques accidentels, rubrique 1510 - détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection incendie avec transmission , en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur site, et déclenche le compartimentage de la ou les cellules sinistrées. le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, [...]. dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe (II) les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> <p>Constats : Les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 visant les entrepôts soumis à la rubrique 1510, impose, à compter du 1er janvier 2023, quel que soit le régime de classement, un dispositif de détection automatique d'incendie conformément à l'article 12 de l'annexe II (seuls les mots "et déclenche le compartimentage de la ou les cellules sinistrées" ne sont pas applicables).</p> <p>L'exploitant a fait savoir que l'auvent de stockage et de conditionnement de liquides inflammables et combustibles est nouvellement concerné par la rubrique 1510.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'expliquer comment il s'assure de la détection au plus tôt d'un incendie dans l'auvent, et cela de manière à garantir l'efficacité du sprinklage, notamment en dehors des périodes d'exploitation. Il précise les mesures prises ou envisagées pour respecter, le cas échéant, l'échéance de 2023. (suite annexe confidentielle)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet